

**Union européenne - Soutien aux
secteurs des transports, du
numérique et de l'énergie - Le
Conseil "transports,
télécommunications et énergie"
(transports) adopte sa position sur
le mécanisme pour l'interconnexion
en Europe - Communiqué de presse
du Conseil de l'Union européenne
(Bruxelles, 03 décembre 2018)**

Le Conseil a adopté ce jour sa position (orientation générale partielle) sur une proposition visant à garantir que le programme phare de l'UE concernant le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) continuera de financer des projets clés dans les domaines des transports, du numérique et de l'énergie au-delà de 2020.

L'orientation générale est partielle dans la mesure où elle exclut les questions financières et horizontales. Ces questions sont actuellement examinées dans le cadre des négociations relatives au prochain cadre financier pluriannuel (CFP), qui couvrira la période 2021 à 2027.

Le projet de règlement fixe les objectifs du programme et arrête son budget pour la période 2021-2027, ainsi que les formes de financement de l'UE et les règles relatives à l'octroi du financement.

La proposition relative au MIE a pour objectif de développer, moderniser et achever les réseaux transeuropéens dans les domaines des transports, de l'énergie et du numérique. Elle accélérera l'investissement dans ces réseaux et mobilisera les financements provenant tant du secteur public que du secteur privé.

Dans le domaine des transports, le MIE promouvra une mobilité sûre et encouragera des infrastructures intelligentes. Dans le domaine des réseaux transeuropéens de transport (RTE-T), la priorité sera accordée aux chaînons transfrontaliers et aux liaisons manquantes. En outre, une partie des fonds est consacrée au développement d'infrastructures de transport à double usage civil et militaire, en vue d'améliorer la mobilité militaire au sein de l'Union.

Dans le secteur de l'énergie, l'objectif du programme est de contribuer à renforcer l'intégration du marché européen de l'énergie en améliorant l'interopérabilité transfrontalière et intersectorielle des réseaux, en favorisant la décarbonation et en garantissant la sécurité de l'approvisionnement. Un financement sera également disponible pour des projets transfrontaliers dans le domaine des énergies renouvelables.

Dans le domaine de la connectivité numérique, le champ d'application du programme a été élargi pour tenir compte du fait que la transformation numérique de l'économie et de la société dans son ensemble est tributaire d'un accès universel à des réseaux à haute et très haute capacités, économiques et fiables. La connectivité numérique est également considérée comme un facteur décisif pour réduire les fractures économiques, sociales et territoriales. Alors que la plupart des investissements nécessaires à la mise en place et à la modernisation des infrastructures nécessaires doivent provenir du secteur privé, les projets soutenus par le MIE visent des domaines dans lesquels le développement n'est pas viable sur les bases du marché ou dans lesquels le marché a échoué.

Le programme met l'accent sur les synergies entre les secteurs des transports, de l'énergie et du numérique, le but étant de renforcer l'efficacité de l'intervention de l'UE et d'optimiser les coûts de mise en oeuvre. À cet effet, il prévoit l'adoption de programmes de travail intersectoriels qui permettraient d'intervenir dans des domaines tels que la mobilité connectée et automatisée ou les carburants alternatifs.

La proposition vise également à intégrer l'action pour le climat, en tenant compte des engagements de décarbonation à long terme de l'UE, tels que l'accord de Paris.

L'orientation générale partielle approuvée ce jour constitue le mandat du Conseil pour engager des négociations avec le Parlement européen./.